

**ÉCHOS DES DEUX RIVES**

**AMIANTE**

**Coordonnateur de Nez rouge**

Président fondateur en 1988 de l'opération Nez rouge dans la région de Thetford Mines, M. Claude Gagnon assumera le poste de coordonnateur du prochain événement. Il prendra la relève de M. Robert Lortie qui doit ralentir ses activités à cause de problèmes de santé. M. Gagnon avait occupé ce poste au cours des six premières années de cette activité.

**THETFORD MINES**

**Nouveaux locaux pour l'OMH**

Souhaitant son 25<sup>e</sup> anniversaire, l'Office municipal d'habitation de Thetford Mines s'est donné un beau cadeau en déménageant ses bureaux administratifs dans des locaux rénovés et plus spacieux. Ceux-ci sont situés dans l'édifice Rodolphe-Caouette, près du centre-ville. Ce faisant, les fonctionnaires se sont rapprochés de la clientèle. L'OMH gère 151 logements (66 pour personnes âgées, 85 pour familles à faibles revenus) regroupés dans 25 bâtiments.

**BEAUCE-SUD**

**500 000 \$ à sept entreprises**

Le Bureau fédéral de développement régional injecte près de 500 000 \$ dans sept entreprises beauceronnes. J.-G. Allen de Saint-Zacharie reçoit 99 000 \$. À Saint-Georges, Denis Comact a 96 250 \$ pour développer l'équipement de scierie, l'Atelier d'usinage Ray-Jean a 82 500 \$ pour se moderniser et les Industries Poulin ont 43 500 \$ pour mettre au point un tamiseur. Le Groupe Paré-Brossel de Saint-Jules construira un séchoir avec 39 450 \$. Favorisant le maillage industriel avec les États-Unis, le Conseil économique de Beauce reçoit 20 000 \$ alors que l'Association des cerfs de Saint-Joseph réalise une étude sur le parc régional grâce à l'octroi de 15 600 \$ annoncé par le député Gilles Bernier. Pour employer une secrétaire, Imagicom de Sainte-Marie a décroché 3045 \$.

**SAINT-JOSEPH**

**Le 7<sup>e</sup> Gala de l'agricultrice**

En Beauce, dix candidates ont été sélectionnées pour la présentation du 7<sup>e</sup> Gala de l'agricultrice qui aura lieu, le 1<sup>er</sup> octobre, au Journal à Saint-Joseph sous le thème « La famille au cœur du monde rural ». Il s'agit de Mmes Patricia Audet de Frampton, Céline Bolduc de Sainte-Marie, Lisette Boucher de Saint-Odilon, Dorothee Bourque-Boutin de Saint-Jean, Lise Cliche de Saint-Victor, Céline Fortin de Saint-Evariste, Jeannine Marceau-Beaudoin de Sainte-Hénédiène, Nicole Paré de Tring-Jonction, Ginette Morin de Saint-Prosper et de Lise St-Pierre-Lapointe de Lambton.

**QUÉBEC**

**Édifice du MENVIQ**

La députée du Bloc québécois pour le comté de Québec, Mme Christiane Gagnon, appuie la construction d'un édifice de l'Environnement et de la Faune dans l'Espace Saint-Roch, la venue de ces fonctionnaires étant susceptible de favoriser la revitalisation « de la zone la plus défavorisée de la CUQ ». Cette relation freinerait l'exode des citoyens et favoriserait le maintien des écoles.

**L'Allier doute d'une longue présence des Nordiques à Québec**

**Céder à Aubut aurait fait hausser les taxes**

QUÉBEC — « Même en baissant notre loyer de 1,5 million \$ comme le demandait M. Aubut, ce qui est moins que le salaire payé à un joueur comme Forsberg, cela n'aurait rien changé aux problèmes financiers du club mais les citoyens de Québec paieraient des taxes de 1 % de plus », commente le maire Jean-Paul L'Allier.

par ROBERT FLEURY  
LE SOLEIL

« Je suis extrêmement surpris de la sortie intempestive du président des Nordiques. Ce sont exactement les mêmes conditions que l'on retrouvait la dernière fois, pénalités en cas de départ, parties non reprises en cas de grève ou lock-out... En tout, ça coûtera 5000 \$ de plus aux Nordiques à cause de deux casse-croûtes », a expliqué M. L'Allier en conférence de presse.

Le maire était entouré du directeur du contentieux de la ville, Me Denis Boutin, lequel a participé aux négociations, et du vice-président de la Commission de l'expo-

sition, M. Claude Larose. En retard de sept minutes, il a répondu abondamment à toutes les questions des journalistes, ce qui tranchait avec l'attitude du président des Nordiques la veille.

« Contrairement à ce qu'affirme M. Aubut, nous ne sommes pas la glace la plus chère des villes canadiennes mais la moins chère. Il tire tous les revenus des restaurants, salons, concessions, la moitié du stationnement et de la vente de boissons... », explique M. Larose. La Commission est toutefois compensée par un montant forfaitaire équivalent aux revenus d'avant 1991.

La seule admission de la ville est venue de Me Boutin : c'est vrai

que le club voulait faire trancher ses litiges par la cour supérieure au lieu de s'adresser à trois arbitres. Parce qu'un juge ne coûte rien aux parties alors qu'il faut payer les arbitres... mais les négociateurs des Nordiques, des membres du cabinet de Me Aubut, ont refusé.

**Porter le bonnet d'âne!**

Le maire croit que la sortie de Marcel Aubut était bien « planifiée pour faire porter à la ville de Québec l'odieuse d'un départ possible du club. Je n'ai pas envie de porter le bonnet d'âne car nous sommes les seuls à contribuer alors que les gouvernements supérieurs retirent des profits en taxes et impôts ».

« Nous ne percevons plus de taxes d'amusement. Le Forum verse 1,4 million \$ en taxes à Montréal. Le Colisée ne paie rien car il nous appartient ! Nous avons concédé d'importants revenus aux Nordiques en 1991, mais le club doit aussi faire son effort

en participant aux séries éliminatoires », explique le maire de Québec, citant les recommandations du commissaire Bettman de la LNH.

« C'est certain que la région profite de la présence des Nordiques mais alors il faudrait que le Colisée, comme le parc de l'Exposition, deviennent des équipements régionaux », observe M. L'Allier, expliquant que l'Aquarium, le Zoo ou le parc de la chute Montmorency ne sont pas à la charge d'une municipalité. « Calgary et d'autres villes ont les mêmes problèmes sauf qu'ils sont 600 000 personnes à payer. Nous sommes 175 000 à Québec », ajoute M. L'Allier.

**Dernière chance**

« Oui les menaces de M. Aubut sont sérieuses, c'est peut-être la saison de la dernière chance, non parce que nous refusons de participer mais à cause du marché : on ne peut en demander davantage

aux partisans qui ont été d'une loyauté indéfectible ! Peut-être que les actionnaires devraient financer le club en avançant les profits qu'ils retireraient en vendant la franchise... », insinue le maire de Québec.

Le maire est-il prêt à se battre pour la construction d'un nouveau Colisée ?

« Nous ne sommes même pas capables d'obtenir des subventions pour la construction d'un Centre de foires qui rembourserait les gouvernements en cinq ans ! M. Aubut était proche du gouvernement et il n'a pu le convaincre d'un tel financement. Combien les Nordiques, leurs partenaires des brasseries et de la télévision sont-ils prêts à investir ? » répond-il.

Et si le club partait ? Eh bien le maire ne le souhaite pas, mais le Colisée sera occupé par un autre club car il y avait aussi du « bon hockey à Québec avant l'arrivée des Nordiques »!

**Le clocheton d'Hedleyville retentit enfin**

QUÉBEC — L'ancienne école du village d'Hedleyville a retrouvé, hier matin, son clocheton ; et la cloche, qui annonçait l'heure de la rentrée, a de nouveau tinté sur ce « paisible village ». Cela ne s'était pas produit depuis 1903.

par VINCENT CLICHE  
LE SOLEIL

Hedleyville, dites-vous ? Non, il ne s'agit pas d'un petit village tapi dans la verdure et les vallons des Bois-Francis ou de l'Estrie. Il est, ou plutôt il était, situé dans un coin de ce qu'il y a de plus français dans la province, le quartier Limoilou, à Québec. Ce petit village n'existe plus ; il est devenu depuis le début du siècle, la paroisse Saint-Charles de Limoilou.

Peu de lecteurs du SOLEIL se souviendront, bien sûr, de cette petite école, érigée en 1863. S'il en existe encore un, il serait intéressant qu'il ou elle se fasse connaître !

Hedleyville fut nommé ainsi en raison du nom du propriétaire des terrains de ce secteur de Limoilou, William Hedley Anderson, un prospère marchand de bois britannique qui avait décidé de lotir une partie de ses terres pour rapprocher les employés de son entreprise de leur lieu de travail.

Ce petit village, situé dans ce qu'on appelait alors la banlieue nord de Saint-Roch, connu une croissance rapide, car, à la fin du siècle dernier, quelque 200 familles, regroupant plus d'un millier de personnes, y résidaient.

**L'école**

Construite pour répondre aux besoins des enfants du village, l'école d'Hedleyville fut dirigée pendant 40 ans par les sœurs de l'Hôpital général, de la congrégation des Servantes du Saint-Coeur-de-Marie, qui y trouvaient les conditions d'existence bien pénibles et les élèves fort indisciplinés.

Fermée en 1903, l'école devint une résidence à logements. Elle connut différents propriétaires

avant d'être achetée par André Lemieux, en 1982, qui y établit son atelier de sérigraphie d'art et sa résidence. Depuis cette date, M. Lemieux et son fidèle collaborateur, Yves Dumaresq, n'ont cessé d'investir temps et argent pour redonner à cette vieille maison, classée monument historique en 1984, son cachet et son aspect d'origine.

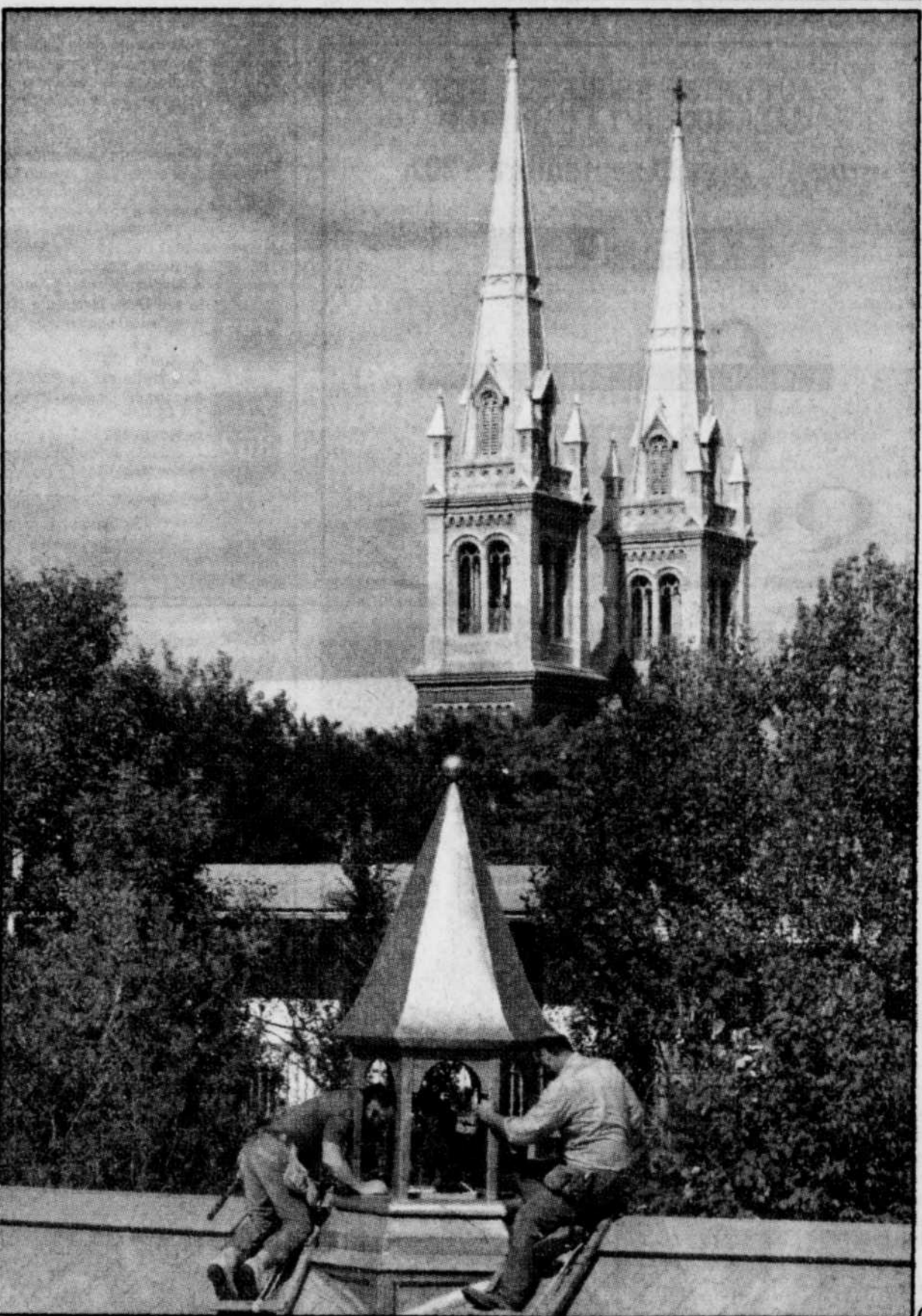
Selon M. Lemieux, c'est ce souci d'authenticité qui explique pourquoi l'ancienne école d'Hedleyville a retrouvé son clocheton et sa cloche, hier.

Il ne s'agit pas, bien sûr, du clocheton d'origine, dont il ne subsiste aucune trace. Celui qui est installé sur le toit de la maison, au 699 et 701, de la 3<sup>e</sup> Rue, à Limoilou, est une réplique qui se veut la plus fidèle possible du clocheton de 1903.

Réalisé par le ferblantier Jacques Vaillancourt, la réplique est inspirée d'une photographie d'un clocheton qui ornait une école de rang au Cap-Blanc. De forme hexagonale, le clocheton mesure 2,7 mètres. Sa structure est en pin blanc, recouvert d'acier galvanisé. Une croix de 60 centimètres le chapeaute. La cloche proprement dite est en fonte. Il s'agit d'une ancienne cloche d'école datant vraisemblablement de la fin du siècle dernier, qu'André Lemieux a trouvé chez un antiquaire de Québec.

M. Lemieux se promet de faire sonner sa cloche tous les jours, à midi et 18 heures. Il a également promis à un résident des alentours de la faire sonner le 24 décembre à minuit.

Lorsqu'elle a sonné, hier midi, après une absence de 91 ans, plusieurs centaines de résidents du quartier étaient dans la rue ou sur



Tandis qu'au loin se profilent les clochers de l'église Saint-Charles, un clocheton orne de nouveau la bâtisse qui fut autrefois l'école d'Hedleyville, dans le quartier Limoilou, à Québec.

les balcons pour entendre son tintement. Malheureusement, il n'y avait plus de témoins vivants pour dire si le son était comparable à celui de la cloche de l'ancienne école.

**Chez Ti-Père revient dans les bonnes grâces du Carnaval**



Les journalistes ont assisté, hier midi, à la réouverture de la Voûte Chez Ti-Père et à la résurrection de ce personnage si typique que fut M. Lionel Faucher. C'est un des fils de M. Faucher, M. Serge Faucher, qui personnifie son père à s'y méprendre. Les relations sont à nouveau bonnes avec les gens du Carnaval.

QUÉBEC — La Voûte Chez Ti-Père, ce traditionnel rendez-vous des carnavaliers durant la période du Carnaval de Québec, située depuis 1958 dans la rue Sainte-Thérèse, a déménagé ses pénates non loin de la place Royale, plus précisément au 25, place de Paris, où on y retrouve toutes les bricoles, toutes les photographies, tous les souvenirs qui étaient exposés ou accrochés dans le sous-sol de M. Lionel Faucher.

par PIERRE CHAMPAGNE  
LE SOLEIL

Bien que le réputé Ti-Père Faucher soit décédé en août 1990, à l'âge de 80 ans, celui-ci renaît sous les traits de son fils, Serge Faucher, qui lui ressemble à s'y méprendre et qui prend dorénavant la relève. Les Voûtes Chez Ti-Père seront désormais ouvertes 12 mois par année, dans un quartier beaucoup plus touristique... mais avec un prix d'entrée de 4 \$, comme dans un musée. Ce prix d'entrée sera cependant inexistant durant la période carnavalesque.

L'an dernier, durant les festivités, la direction du Carnaval

avait inauguré, à la même adresse, les Voûtes du Carnaval. Des voûtes qui, manifestement, n'avaient pas obtenu le succès attendu, mais des voûtes qui ont bien changé maintenant que tous les « cossins » de la cave Chez Ti-Père y ont été déménagés. L'atmosphère n'est plus la même du tout. L'authenticité y est revenue. Sans compter que c'est bien plus beau que dans la cave Chez Ti-Père où on risquait de se fendre la tête sur les poutres soutenant le plancher de la maison à chaque minute. On y retrouve même l'estrocalier qui montait vers la sortie lorsque la visite était terminée.

Inaugurée en 1958, la première Voûte Chez Ti-Père ferma ses

portes en 1990 après la mort de M. Faucher, non sans avoir été visitée par des centaines de milliers de carnavaliers, par 128 duchesses du Carnaval de Québec et par des personnalités politiques et artistiques de renommée internationale comme la princesse Grace de Monaco, Michel Drucker, Mylène Demongeot, Pierre Elliott Trudeau, Brian Mulroney, Jean Lesage, William Shatner, Dominique Michel, et des journalistes du Good Morning America, du National Geographic Magazine, du Sélection du Reader's Digest et du monde entier.

Tant et si bien qu'une certaine animosité devait se développer entre le Carnaval de Québec et la famille Faucher, ces cinq ou six dernières années. Hier, lors de l'ouverture des nouvelles voûtes, la hache de guerre devait être enterrée par l'intronisation du vice-président du Carnaval 1995, M. Joël Godin, comme membre de l'Ordre de Ti-Père.

# Présentation de l'équipe d'Action Sillery Shoiry favorise un programme de réfection

SILLERY — Un programme d'investissements dans la réfection des infrastructures, aqueduc, égout, voirie, sera une des priorités d'Action Sillery, dont le chef Paul Shoiry tente de devenir maire de cette ville imbriquée entre la Vieille Capitale et Sainte-Foy.

par BENOÎT ROUTHIER  
LE SOLEIL

C'est ce que le candidat à la mairie lui-même a déclaré au SOLEIL, hier, lors d'un bref

entretien. Il a fait remarquer que le réseau d'aqueduc et d'égout est en maints endroits dans un état plutôt déplorable et qu'il est urgent de remédier, entre autres, au problème de l'eau brouillée et des refoulements d'égout. L'amélioration de plusieurs rues devient nécessaire.

M. Shoiry présentait hier son équipe dont les noms de cinq candidats étaient publiés hier dans LE SOLEIL. Il s'agissait de Mmes Francine Lalonde et Lucie Bigué, de MM. François Lamarre, Robert Delaney et Charles Godbout. M. Julien Aubert complète l'équipe d'Action Sillery en se portant candidat dans le quartier Sainte-Marie (#6).

M. Shoiry, qui dit que la force de son équipe repose sur la com-

présence de ses membres, veut avant tout que le futur conseil municipal soit à l'écoute de la population silleroise et qu'il gère la municipalité avec efficacité et transparence.

Des mesures faisant en sorte que les personnes âgées puissent demeurer le plus longtemps possible à leur domicile sillerois font aussi partie du programme que dévoilera M. Shoiry en octobre. Il entend être « très sensible » aux besoins fondamentaux et concrets de cette catégorie de citoyens. Ça peut se traduire par des actions simples et concrètes comme des trottoirs bien entretenus.

Comme il fallait s'y attendre pour un candidat à la mairie de Sillery, l'autonomie de la ville et de son corps de police restera « à l'avant-plan » du programme de M. Shoiry et de son équipe.



De gauche à droite, première rangée, Charles Godbout, Francine Lalonde et Robert Delaney. À l'arrière, Julien Aubert, François Lamarre, Paul Shoiry et Lucie Bigué.

**AU CENTRE RÉCRÉATIF DES GALERIES DE LA CAPITALE**  
les 19, 20 et 21 septembre à 20 h

Une production  
**LE SOLEIL**

COLLECTIONS 1994

**Couturiers Québécois**

**BONS BILLETS DISPONIBLES**

**Billet: 18 \$** (taxes incluses)

**Billetech** ADMISSION PARIS DE SERVICE EN SUS

Desjardins, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, **TELE 4**

### Travaux routiers en cours

**NDLR** — Pour informer ses lecteurs qui voyagent en fin de semaine, LE SOLEIL publie, en collaboration avec le ministère des Transports du Québec, un bilan des principaux travaux qui entravent la circulation sur les principaux axes routiers de la région de Québec.

**40** 1-Autoroute de la Capitale en direction ouest  
Du boulevard Pierre-Bertrand au boulevard Masson, circulation à contresens et détour, du dimanche au samedi, de 21h30 à 6h30, jusqu'à la fin de septembre.

**73** 2-Autoroute Laurentienne en direction nord  
À la sortie 158 (avenue Notre-Dame) ainsi qu'à la hauteur de la route 371 à Stoneham, déviation de la circulation en tout temps, jusqu'à la fin de septembre.

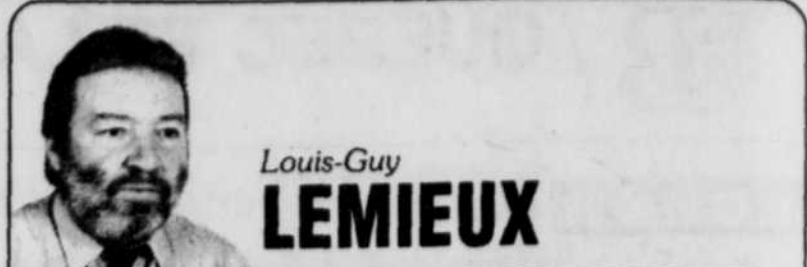
**138** 3- Route 138  
À Château-Richer, à l'intersection du boulevard Sainte-Anne et de la rue Dick, fermeture d'une des deux voies en direction est, jusqu'au 20 septembre.

**362** 4- Route 138  
À la sortie est de Baie-Saint-Paul, circulation en alternance en tout temps, jusqu'au 20 septembre.

5- Route 362  
À Baie-Saint-Paul (centre-ville), circulation en alternance en tout temps, jusqu'à la fin de septembre.

**INFO-TRAVAUX**  
(24 heures par jour, 7 jours par semaine)

Québec (418) 643-6830 Montréal (514) 873-4121  
Trois-Rivières (819) 371-6161  
Bell Mobilité \* route (\* 76883) \* road (\* 7623)



Louis-Guy  
**LEMIEUX**

## IMAX : triste affaire

La cérémonie de la première pelletée de terre mettant en chantier les travaux de construction du théâtre IMAX, aux Galeries de la Capitale, aura lieu lundi.

Ainsi prendra fin, officiellement, l'un des épisodes les plus désolants de l'histoire contemporaine du Vieux-Québec.

En attirant IMAX chez lui, le propriétaire des Galeries de la Capitale, Marcel Adams, a réussi un fameux coup de marketing. Il pourra drainer vers son centre commercial et son parc récréatif toute une clientèle régionale.

Le Vieux-Québec, lui, est Gros-Jean comme devant. Le Vieux-Port perd un équipement touristique majeur. Les commerçants de la rue Saint-Paul et du secteur de la place Royale ne retrouveront pas de sitôt un tel moteur.

L'échec de l'implantation d'IMAX à la Pointe-à-Carcy signifie, en outre, la fermeture du Naturalium voisin. Le sort des deux entreprises était lié. Le Naturalium est en faillite depuis le 20 juillet.

IMAX et le Naturalium représentaient un investissement de 12 millions \$ de capitaux privés dans le Vieux-Port.

IMAX et le Naturalium représentaient 50 emplois directs dans l'arrondissement historique de Québec.

IMAX et le Naturalium sont la propriété d'un groupe d'investisseurs de la région de Québec présidé par Albert Simard des magasins Canadian Tire.

IMAX et le Naturalium pouvaient attirer des visiteurs dans le quartier du Vieux-Port 12 mois par année. Ce quartier continuera d'être désert six mois par année.

Dix ans après l'été des grands voiliers et un investissement public de 130 millions \$ pour revitaliser le Vieux-Port, il ne reste plus rien ou si peu.

L'Agora sera bientôt rasé, l'édifice du Naturalium aussi, après celui du Havre.

La Pointe-à-Carcy, pourtant faite naturellement pour attirer, hiver comme été, des centaines de milliers de promeneurs et d'amoureux du fleuve se meurt, faute d'être animée et fréquentée.

J'aime bien l'expression : « Si les petits cochons ne le mangent pas... » Dans le cas d'IMAX et du Naturalium, les petits cochons les ont mangés.

Tout allait bien pourtant il y a à peine un an. La ville leur avait accordé tous les permis nécessaires. La ville devenait partenaire à 50 % dans la construction du stationnement prévu.

Le maire L'Allier et ses conseillers s'étaient mouillés publiquement. Même l'influent Roland Arpin, du Musée de la civilisation, avait fait une sortie remarquée en leur faveur dans le cadre de l'émission de Robert Gillet, à CJRP.

L'affaire était dans le sac. C'était compter sans les petits cochons.

Il y avait bien eu, depuis le début, l'opposition articulée de la Coalition pour la sauvegarde du Vieux-Port. Mais même les défenseurs du patrimoine semblaient avoir mis de l'eau dans leur vin.

C'est à ce moment que le comité consultatif Québec-basse-ville est arrivé dans le paysage avec ses gros sabots.

À Québec, depuis l'arrivée au pouvoir du Raspop, la « consultation » est devenue un sport urbain, un folklore local. Quand tout a été décidé, on organise des séances de défoulement collectif destinées à calmer les agités de quartier et à leur faire accroire qu'ils participent aux décisions.

Lors d'une réunion en juin, le comité consultatif du Vieux-Port s'était divisé à cinq contre cinq dans le dossier IMAX. On pouvait donc aller de l'avant, démocratiquement.

Non ! Bizarrement, sans que rien ne le laisse prévoir, le maire L'Allier change de culotte subitement. Il annule les ententes avec IMAX. Il assassine IMAX. Froidement.

Que s'est-il passé ? Il s'est passé simplement une intervention publique et privée d'élus et de candidats du Parti québécois et du Bloc québécois de la région qui, à la dernière minute, ont cru trouver là une façon de se faire du capital électoral facile.

Immédiatement, la ville de Québec retire tous ses appuis à IMAX, les condamnant à aller se faire voir aux Galeries de la Capitale ou ailleurs.

Si, comme moi, vous trouvez cette histoire triste à pleurer, consolez-vous en pensant que la petite politique partisane a des raisons que le développement économique du cœur de Québec ignore.

# le salon de demain

**Du 14 au 18 septembre**

Des gens intéressants et super calés dans les domaines suivants: médical, informatique, communication, passe-temps et loisirs, chercheurs et inventeurs.

Des gadgets informatiques inédits et des techniques de pointe!

Un super ordinateur AMBRA de 1699 \$ à gagner grâce au Club Biz!

L'an 2000, on ne passe pas à côté de ça!

Nous remercions nos collaborateurs

AMBRA, Club Biz, TOS QUÉBEC, LE SOLEIL

**Une valeur de 1699 \$**

Un super ordinateur AMBRA ACHIEVER 486 SLC 2/50 d'une valeur de 1699 \$ à gagner!

Grâce au Club Biz, courez la chance de remporter ce super ordinateur AMBRA ACHIEVER 486 SLC 2/50 4MO RAM, disque dur de 240 MO, moniteur couleur UVGA inclus.

**Pour participer:**

Veuillez venir déposer le coupon de participation dans le baril à Place Fleur de Lys (face au Club Biz). Valeur du prix: 1699 \$. Tirage le 18 septembre à 16h. Les règlements en résumé: Être âgé de 16 ans et ou plus. Aucun fac-similé. Les envois postaux et les enveloppes ne seront pas acceptés. Règlements complets disponibles au Club Biz.

PLACE FLEUR DE LYS c'est NOTRE centre!

AMBRA, Club Biz, TOS QUÉBEC, LE SOLEIL

LE MONDE



# Les Haïtiens n'ont d'yeux que pour l'envahisseur

PORT-AU-PRINCE (d'après AFP, AP, Reuter et NYTNS) — Les habitants de Port-au-Prince n'avaient d'yeux hier que pour les navires de guerre américains dont les silhouettes menaçantes se découpant au large illustrent de manière frappante le risque d'invasion de leur pays.

Hier soir, ils étaient quatre à quelques kilomètres de Port-au-Prince, soit le tiers de la petite armada de 12 navires assemblée par le Pentagone. Deux d'entre eux ont fait hier une autre incursion prolongée dans la baie de Port-au-Prince, où l'un deux s'est échoué durant quelques heures en raison de la marée basse.

Un hélicoptère et un avion américains ont en outre survolé la baie.

Pour l'heure, cette démonstration de force ne semble pas avoir eu l'effet recherché sur les dirigeants.

En revanche, l'efficacité est indéniable sur la population, maintenant persuadée que l'intervention militaire aura lieu, et prise d'une peur réelle et croissante.

« Tout le monde a peur de l'arrivée des bateaux », déclare Bernadette, appuyée contre un arbre et les yeux fixés au large.

« On veut pas mourir », poursuit-elle, alors que les gens autour d'elle, dans ce quartier popu-



Juchés sur des monticules ou des buttes de bord de mer, les habitants de Port-au-Prince seront aux premières loges pour assister à l'invasion si elle se produit bien sûr.

laire de Carrefour, approuvent de la tête. Les moins effrayés semblent être les enfants, qui se baignent tout nus dans la mer.

« Je ne pense rien sur cette affaire. Dans ce pays, on ne peut pas penser, on ne peut pas parler, parce que la situation n'est pas normale », a répondu un jeune homme qui regardait au loin un navire de guerre américain et à qui on demandait s'il pensait l'invasion inévitable. À côté de

lui, plusieurs inconnus ne perdaient pas un mot de ses déclarations.

Dans l'après-midi, une douzaine d'enfants et d'adolescents s'étaient assis en face de l'ambassade des États-Unis, située non loin du port. Ils exhibaient quelques pancartes au nom de la « Plate-forme du 30 septembre » (mouvement favorable au coup d'État du 30 septembre 1991 qui renversa le président Aristide) et

proclamant en créole : « Non à l'occupation, non au débarquement ».

Soumis à quelques questions, ils ont toutefois vite admis ne pas savoir de quoi il s'agissait, laissant entendre que quelqu'un leur avait demandé de venir.

« Je suis du côté du président Aristide », va même jusqu'à lancer l'un de ces enfants. Il est prudent, car un homme arrivé der-

rière eux l'attrape par les cheveux, ainsi que l'un de ses camarades, et cogne leur deux têtes l'une contre l'autre.

Pour sa part, le directeur de l'hôpital de Port-au-Prince a annoncé dans une interview radio avoir pris des dispositions d'urgence. La Croix-Rouge haïtienne a fait de même.

La population ne donne cependant pas de signe de panique, mais de nombreux habitants se

précipitent dans les magasins pour faire des provisions alimentaires, acheter des bougies et du matériel électrique de secours en prévision de jours difficiles. Ils s'approvisionnent également en médicaments et produits médicaux disponibles.

La peur, aussi palpable que la misère dans cette ville en totale décrépitude, s'est encore accrue au fur et à mesure qu'une invasion devenait une quasi-certitude. Les partisans les plus connus du père Aristide sont actuellement introuvables, craignant un accroissement de la répression — pourtant déjà impitoyable — de la part des « attachés » (auxiliaires civils de l'armée et de la police).

De l'autre côté, dans le camp de ceux qui ont soutenu le régime sur le plan financier ou par les armes, c'est la crainte du « déshouage » (le pillage total d'une maison, souvent accompagné de lynchage) qui domine.

Pour sa part, la République dominicaine a adopté des mesures préventives pour éviter un afflux massif de réfugiés haïtiens en cas d'intervention militaire étrangère, a déclaré hier le président Joaquín Balaguer.

Des milliers de Haïtiens se sont installés ces derniers jours sur les rives du fleuve Massacre qui marque la frontière entre Haïti et la République dominicaine, selon des informations en provenance de cette région.

En Bref

■ Célibataire millionnaire

COLUMBUS, Ohio (AP) — Pour trouver la femme de sa vie, un célibataire millionnaire a fait plaquer une affiche le long d'une autoroute. « Un millionnaire recherche son épouse ! Agée de 35 à 45 ans », dit le texte de cette affiche, accompagné d'un numéro de téléphone. À ce numéro, un message enregistré par une voie féminine demande à la candidate de préciser ses convictions religieuses, son âge, son activité, son niveau d'études, le nombre de fois où elle été mariée, le nombre d'enfants éventuels ainsi que leur âge. La candidate doit également envoyer une photo récente à une adresse qui est celle d'une boîte postale. L'agence de publicité n'a pas précisé le nom du millionnaire ni les raisons qui l'ont poussé à chercher une épouse par ce moyen.

■ Explosion tardive

BERLIN (AFP) — L'explosion accidentelle d'une bombe de la Seconde Guerre mondiale, hier, sur un chantier de construction, dans un quartier commerçant près de la Frankfurter Allee à Berlin, a fait trois morts et huit blessés. Un quatrième ouvrier, probablement enseveli sous un engin de chantier, est porté disparu. D'autres personnes pourraient être prisonnières des décombres. Selon les premiers éléments de l'enquête, la déflagration s'est produite au cours d'une opération de forage destinée à la pose des armatures métalliques des fondations d'un nouvel immeuble. Ces derniers mois, plusieurs bombes de la Seconde Guerre mondiale, pesant quelques dizaines de kilos, ont été découvertes à Berlin et désamorcées sans incident. Selon les experts, les bombes non explosées qui se trouvent toujours sur le territoire de l'ex-RDA se comptent par milliers.

■ Avance réduite

LONDRES (AFP) — L'avance du Parti travailliste dans les intentions de vote des Britanniques est retombée au même niveau qu'en juillet, avant l'élection de son nouveau leader Tony Blair, selon un sondage publié hier par le quotidien The Guardian (centre-gauche). Une semaine après un sondage Gallup/Daily Telegraph qui estimait à 34 points l'avance du Labour sur le Parti conservateur, le sondage ICM du Guardian donne une avance de seulement 24 points en données brutes. En données ajustées, les travaillistes recueillent 45 % d'intentions de vote contre 33 % pour les conservateurs, soit une avance de 12 points. En août, les chiffres respectifs étaient 49 % pour les travaillistes et 28 % pour les Tories (un avantage de 21 points pour le principal parti d'opposition). Le Parti libéral-démocrate est crédité de 18 % d'intentions de vote contre 19 % en août, selon les données ajustées.

# À votre mesure.

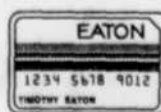


Collants Trimfit

3 pour **11.95\$**

Vos teintes préférées sont au rendez-vous, faites-en ample provision ! Bourgogne, vert, brun, marine, ivoire ou noir. Nylon 70 deniers. P., M., G. Modèle 38023.

Rayon des bas, 201, Place Ste-Foy : 650-4311, Galeries de la Capitale : 624-7311



EATON

argent remis si la marchandise ne satisfait pas

# Le «Titanic» n'a pas fini de livrer trésors et secrets

BREST (AFP) — Le «Titanic», célèbre paquebot coulé dans la nuit du 14 au 15 avril 1912 après avoir heurté un iceberg, n'en finit pas de susciter curiosité et expéditions : la plus récente, en juillet, a encore livré quelques secrets sur cette terrible catastrophe au cours de laquelle 1500 passagers ont trouvé la mort au 4e jour de leur traversée.

Avec cette dernière expédition, « nous aurons passé au cours de 67 plongées 300 heures sur le fond », a indiqué Paul-Henry Nargeolet, de l'Institut Ifremer de Toulon, en France.

Ancien plongeur-démineur, directeur du département engins sous-marins à l'Ifremer, M. Nargeolet ne cache pas sa fascination pour l'épave qui git par plus de 3800 mètres de fond, au sud-est de Terre-Neuve. Il a été de toutes les expéditions (87, 93), à bord du « Nautilus », le sous-marin de l'Ifremer capable de plonger jusqu'à 6000 mètres avec trois personnes à bord et régulièrement affrété par la compagnie américaine « RMS Titanic », seule légalement habilitée à se rendre sur l'épave.

Cette année, le petit robot du « Nautilus » baptisé « Robin », a pu rentrer dans les cales du navire et remonter le grand escalier des premières classes. Il a aussi cons-

taté que le coffre-fort près de la salle des commissaires avait disparu et que la porte de la chambre forte qui contenait des valeurs demeurait à jamais fermée sur ses richesses.

Cette année encore, les plongeurs ont découvert la cabine du président de la compagnie et inspecté les restes des 3800 sacs de courrier et des 30 malles empilées dans la soute.

Un vase en cristal, un vitrail, des instruments de musique, une grande bassine en cuivre contenant assiettes et couverts en argent, des bijoux, pièces en or et billets découverts dans de petits coffres, ont rejoint les quelque 3000 objets déjà remontés au cours des précédentes plongées.

Tous ces « trésors » arrachés à l'épave sont stockés à Saumur en France sous haute surveillance. Leur traitement par électrolyse, à des fins de conservation, est long : il faut deux à trois ans pour de

gros objets métalliques et une journée pour chaque page d'un dictionnaire arraché à la vase.

Ces objets feront l'objet d'une exposition au Musée maritime de Londres en octobre, indique M. Nargeolet, selon lequel « on peut encore travailler entre cinq et 10 ans sur l'épave qui s'est beaucoup dégradée dernièrement ».

Fort de ses observations, le responsable de l'Ifremer a d'autres convictions. « Je suis à peu près sûr qu'il n'y a pas eu de déchirure (causée par l'iceberg) sur le côté tribord comme l'a indiqué la commission d'enquête, mais plutôt au fond du bateau ». Par ailleurs, « il n'y a pas eu d'explosion dans les machines », assure-t-il.

Enfin, la course aux trésors du « Titanic », souligne encore M. Nargeolet, « a permis aux scientifiques de développer un savoir-faire et une panoplie d'outils fort utiles lors d'expertises sur des avions ou des bateaux qui ont sombré ».

« Finalement, rien ne remplace l'œil humain sous la mer », remarque ce scientifique qui, en 1995, participera à une 4e expédition dont le but est de remonter un « petit » morceau de coque du « Titanic », d'une quinzaine de tonnes.



## Normalisation lente

La guerre civile est peut-être finie au Rwanda, mais avant que ses traces disparaissent il faudra encore beaucoup de temps. Les cadavres des victimes traînent encore ici et là. À Ntarama, à 20 km au sud de Kigali, où un massacre particulièrement atroce a été commis il y a quelques mois, on ne les a même pas encore ramassés. Un cadavre a même pu se décomposer complètement aux côtés d'un crucifix dans l'église où 400 personnes ont été massacrées. Un « Comité pour le respect des droits de l'homme et la démocratie au Rwanda » a par ailleurs dénoncé hier à Bruxelles quelques-uns des principaux responsables présumés du génocide déclenché le 6 avril au Rwanda. Dans cette liste, présentée à la presse par le Comité, figurent le nom d'Agathe Habyarimana, la veuve du président rwandais et ceux de plusieurs hauts gradés de l'armée rwandaise.

## Provocation policière La police anglaise dans l'eau bouillante

LONDRES (d'après AFP) — La libération mercredi d'un homme accusé de meurtre et incarcéré pendant plus d'un an sur la seule foi d'un profil psychologique du tueur, que la police a tout tenté pour lui faire endosser, jusqu'à le faire séduire clandestinement par une enquêtrice, a semé la consternation en Grande-Bretagne.

Tous les journaux consacraient hier plusieurs pages à l'effroyable saga de Colin Stagg, un chômeur de 31 ans. Sa misère sexuelle et son intérêt pour l'occultisme ont conduit la police à le soupçonner du meurtre de Rachel Nickell, une femme de 23 ans sauvagement assassinée en juillet 1992 dans un parc de Wimbledon (sud-ouest de Londres) alors qu'elle promenait son chien accompagnée de son fils de deux ans.

### Aucun indice

Malgré une énorme opération de police, aucun indice matériel ne devait être trouvé par les enquêteurs. La police s'en remit alors aux travaux d'un psychologue crédité de l'élucidation de plusieurs crimes célèbres. Selon lui, le meurtre avait été commis par un déviant sexuel violent d'un type très rare.

Colin Stagg figurait parmi 32 hommes arrêtés puis relâchés dans les semaines suivant le meurtre. Une femme qui avait eu une brève correspondance avec lui à la suite d'une petite annonce reconnut sa photographie dans un journal et contacta les enquêteurs, révélant qu'elle avait reçu de lui du courrier sexuellement explicite.

Aidée du psychologue Paul Britton, la police tendit un piège à Stagg — qu'elle savait vierge — pour voir s'il correspondait au profil du meurtrier. Une jeune policière fut désignée pour le contacter par l'entremise des petites annonces et l'encourager à exprimer ses fantasmes sexuels.

Pendant huit mois, la policière, sous le nom d'emprunt de Lizzie James, allait pousser Colin Stagg à la faute, lui adressant des lettres, une cassette pornographique et de encouragements à révéler ses perversions.

### Fausse confidences

Pour le pousser aux aveux, elle confessa qu'elle avait participé au meurtre satanique d'une femme et d'un bébé. Elle souhaitait rencontrer quelqu'un qui avait eu la même expérience. Embarrassé, Colin Stagg prétendit qu'il avait participé à un meurtre semblable dans sa jeunesse, mais il n'avait toujours pas le meurtre de Wimbledon.

La relation devint plus intime. « Lizzie » et Colin se téléphonaient, puis se donnèrent rendez-vous. La transcription de leurs lettres et de leurs conversations occupe 700 pages.

« Si seulement tu avais commis le meurtre de Wimbledon, ce serait génial », lui téléphone un jour « Lizzie », guidée tout au long de l'opération par les responsables de l'enquête et M. Britton. Comme le suspect ne mord toujours pas, elle menace le puceau de lui refuser ses faveurs s'il n'est pas le meurtrier de Rachel.

Jamais Colin Stagg n'avouera. Un jour, il propose de conduire « Lizzie » sur le lieu du meurtre de Wimbledon, mais se trompe d'endroit. Pourtant, il est inculpé et incarcéré en août 1993. Selon M. Britton, la probabilité qu'un autre déviant sexuel de ce type se soit trouvé à Wimbledon au moment du meurtre est « minuscule ».

Mercredi, un juge de l'Old Bailey a cassé toute la procédure. Le comportement de la police est « non seulement un excès de zèle, mais une tentative flagrante d'incriminer un suspect par une action trompeuse de la plus grossière espèce », a tonné le juge.

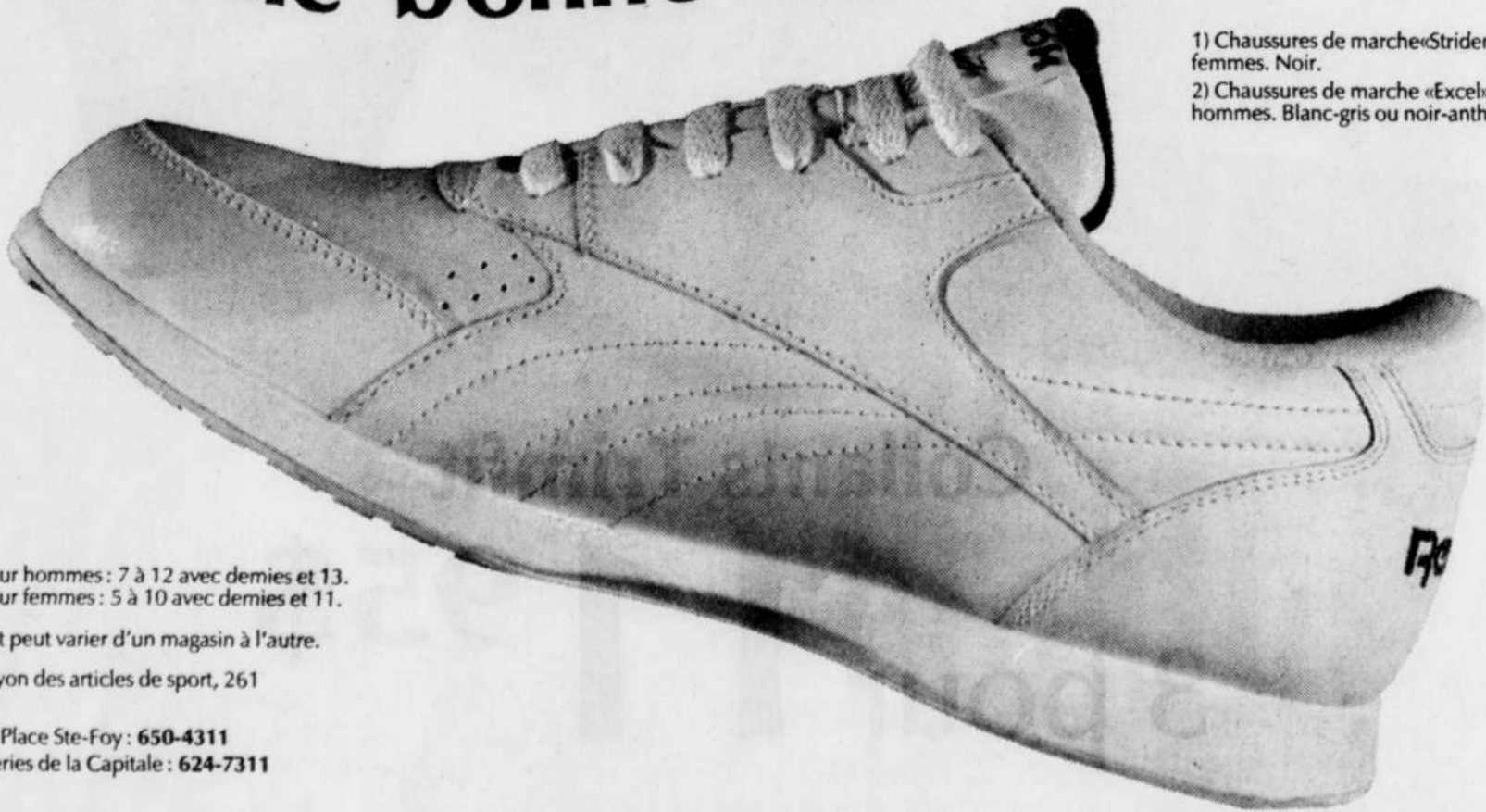
« Ma vie a été brisée par un mélange de théories psychologiques à la noix et quelques lettres écrites pour satisfaire les requêtes sexuelles bizarres d'un officier de police clandestin », a déclaré de son côté Colin Stagg, qui va maintenant tenter d'obtenir des dommages.

Le meurtrier de Rachel Nickell court toujours.

Optez pour Reebok  
et faites



une vraie bonne affaire 49<sup>99</sup>



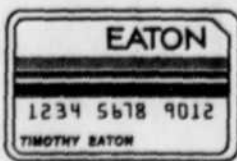
- 1) Chaussures de marche «Strider» pour femmes. Noir.
- 2) Chaussures de marche «Excel» pour hommes. Blanc-gris ou noir-anthracite.

Pointures pour hommes : 7 à 12 avec demies et 13.  
Pointures pour femmes : 5 à 10 avec demies et 11.

L'assortiment peut varier d'un magasin à l'autre.

Rayon des articles de sport, 261

Place Ste-Foy : 650-4311  
Galeries de la Capitale : 624-7311



# EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

LE MARCHÉ BOURSIER

Indice des valeurs industrielles: 2090,59, en hausse de 19,01. Volume des transactions: 8,8 millions d'actions. Titres en hausse: 192. Titres en baisse: 119. Inchangés: 115.



Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing various stock indices and their daily movements.

Table with 2 columns: A et B, listing specific stock tickers and their price changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

TORONTO

Indice des valeurs industrielles: 4385,46, en hausse de 40,43. Volume des transactions: 66 millions d'actions. Titres en hausse: 446. Titres en baisse: 319. Inchangés: 311.

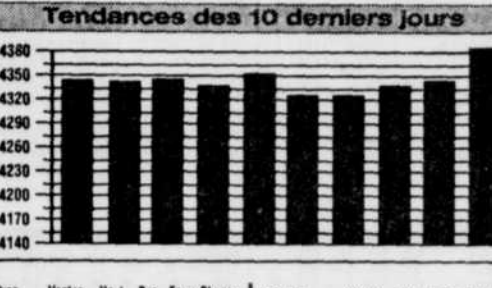


Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing Toronto stock indices and their daily movements.

Table with 2 columns: A et B, listing specific Toronto stock tickers and their price changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual Toronto stock prices and their daily changes.

NEW YORK

Indice des valeurs industrielles: 3953,88, en hausse de 58,55. Volume des transactions: 260 millions d'actions. Titres en hausse: 1529. Titres en baisse: 625. Inchangés: 710.

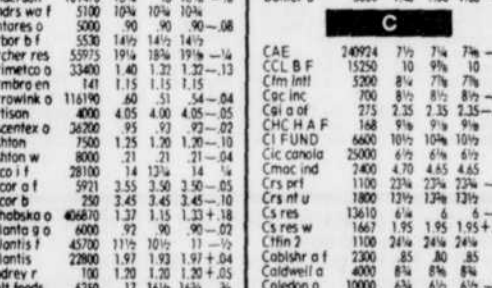


Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing New York stock indices and their daily movements.

Table with 2 columns: A et B, listing specific New York stock tickers and their price changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual New York stock prices and their daily changes.

DOW JONES

Indice des valeurs industrielles: 3953,88, en hausse de 58,55. Volume des transactions: 260 millions d'actions. Titres en hausse: 1529. Titres en baisse: 625. Inchangés: 710.

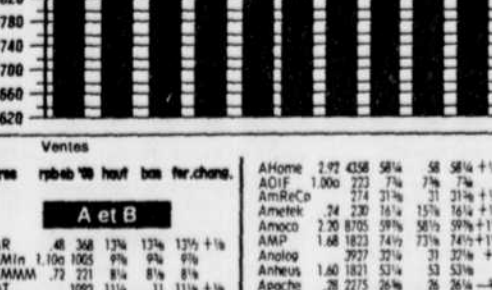


Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing Dow Jones stock indices and their daily movements.

Table with 2 columns: A et B, listing specific Dow Jones stock tickers and their price changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual Dow Jones stock prices and their daily changes.

Explication des codes Montréal / Toronto - La valeur des titres est exprimée en cents sauf lorsque précède d'un S, A et B différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote, p ou o = actions assujetties à des règlements, r = action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne, pr = privilégiées, r = actions privilégiées dernier dividende pas encore versé, u = unités de capital-actions V = dividende variable, z = lot brisé, Wt ou W = Bon de souscription (warrant).

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing various stock indices and their daily movements.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

Table with 5 columns: Titrer, Ventes, Haut, Bas, Ferm. Chang. listing individual stock prices and their daily changes.

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds with columns for fund name, category, and performance metrics.

Table of mutual funds with columns for fund name, category, and performance metrics.

Table of mutual funds with columns for fund name, category, and performance metrics.

OPTIONS NÉGOCIÉES

Table of negotiable options with columns for stock symbol, option type, and price.

Table of negotiable options with columns for stock symbol, option type, and price.

TORONTO

Table of Toronto stock market data including various stock prices and indices.

TITRES AU COMPTANT

Table of securities traded on the Toronto Stock Exchange.

Table of securities traded on the Toronto Stock Exchange.

OBLIGATIONS

Table of bond market data including various bond prices and yields.

MONNAIES

Table of exchange rates for various international currencies.

BÉNÉFICES

Text regarding corporate earnings and financial performance.

BÉNÉFICES

Text regarding corporate earnings and financial performance.

LONDRES (AP) — Le prix des métaux sur le marché de Londres

Text regarding metal prices in London.

DIVIDENDES

Text regarding dividend payments for various companies.

## Quebecor perd un important contrat

MONTREAL (PC) — Imprimeries Quebecor inc. vient de lui voir glisser entre les doigts un contrat d'impression de plusieurs millions de dollars, un contrat considéré comme l'un des plus importants dans l'industrie.

Reader's Digest a en effet annoncé cette semaine qu'elle ne renouvelait pas son entente de dix ans avec Quebecor pour l'impression de l'édition américaine de son magazine.

Le contrat rapportait environ 20 millions \$ US par année à Imprimeries Quebecor. Le magazine continuera d'être imprimé à l'usine de Buffalo de l'entreprise québécoise jusqu'en octobre 1996 après quoi c'est le géant américain Donnelley and Sons de Chicago qui prendra la relève.

La valeur du contrat que vient de décrocher Donnelley a été estimée entre 160 et 180 millions \$ US par un dirigeant de l'imprimeur américain.

Reader's Digest est imprimé à Buffalo depuis trois décennies. Quebecor avait fait l'acquisition de l'usine de Buffalo il y a deux ans dans le cadre de sa prise de contrôle d'Arcata Corp. au coût de 136 millions \$.

Le contrat de Reader's Digest représente le sixième du chiffre d'affaires de l'usine de Buffalo.

Imprimeries Quebecor conserve cependant le contrat pour l'édition canadienne du magazine jusqu'à l'an 2000 ainsi que celui de quatre autres magazines édités par le groupe Reader's Digest. Le tirage de ce magazine au Canada est de plus de 1,6 millions d'exemplaires.

## L'organisme signe un accord avec DG Bank

# La Caisse centrale Desjardins sera présente en Allemagne

MONTREAL — Les institutions coopératives, mutualistes et populaires ont un rôle clé à jouer pour revitaliser les régions, notamment en assistant les PME, estime le président du Mouvement Desjardins, Claude Béland.

par FRÉDÉRIC TREMBLAY de la Presse canadienne

M. Béland a prononcé hier les discours d'ouverture du 22e congrès triennal de la Confédération internationale du crédit populaire (CICP). Cette organisation, qui a son siège social à Paris, regroupe des institutions et organismes bancaires préoccupés par le développement (au sens large) des PME et des classes moyennes.

Dans le cadre de ce congrès, la Caisse centrale Desjardins a annoncé la conclusion d'un accord de coopération avec la DG Bank, une société allemande.

« Devenir partenaires des PME constitue sans conteste une responsabilité dont les groupes bancaires membres de la CICP ne peuvent aujourd'hui se défaire. Il faut faire en sorte d'appuyer les PME pour qu'elles participent au progrès de nos économies locales et régionales respectives », a fait valoir M. Béland.

Le président du Mouvement Desjardins a rappelé dans son exposé que ce sont bien plus les PME qui créent de l'emploi que les grandes sociétés. M. Béland a donné l'exemple du répertoire des

500 plus grandes entreprises américaines publié par le magazine Fortune aux États-Unis. En 1979, ce groupe élit des grandes sociétés embauchait 16,2 millions de personnes, contre seulement 11,5 millions en 1993, a noté Claude Béland.

Au Québec, a poursuivi M. Béland, l'emploi s'est accru dans les PME de 77,5 % de 1979 à 1989, alors qu'il diminuait de 13 % durant la même période dans la grande entreprise.

ère où seulement ce qui est mondial ne semble parfois présenter un intérêt, n'en demeure pas moins central car l'Homme ne vit pas avant tout dans une économie mais plutôt dans une société », fait observer Claude Béland.

Au plan strictement social, M. Béland juge que les institutions coopératives, mutualistes et populaires s'avèrent des instruments de développement irremplaçables.

D'autre part, l'entente conclue entre la Caisse centrale Desjar-

## La Caisse centrale Desjardins du Québec



Le haut dirigeant du Mouvement Desjardins estime que l'un des meilleurs moyens d'aider les régions consiste donc à soutenir les petits entrepreneurs locaux.

### Régions oubliées

De l'avis M. Béland, dans le contexte de la mondialisation des marchés, les régions et les localités sont trop souvent oubliées. « Cet espace plus restreint que constituent les localités, les régions et même les pays, en cette

dins et la DG Bank a été présentée comme une volonté du Mouvement Desjardins « d'intensifier sa présence sur la scène internationale ».

Concrètement, l'accord permettra aux deux organisations de mettre sur pied des « services communs favorisant la croissance de leurs activités internationales et, d'autre part, guider leurs clients, particulièrement celles des PME, dans la conclusion de leurs affaires à l'étranger ».

## Les investisseurs sont satisfaits du marché des valeurs mobilières

QUÉBEC — Les investisseurs canadiens sont satisfaits du marché des valeurs mobilières selon une enquête menée par la firme Goldfarb Consultants pour le compte de l'Institut canadien des valeurs mobilières (ICVM).

LE SOLEIL

ticence à investir dans ce marché, particulièrement quand il s'agit de femmes et de personnes ayant peu ou pas de connaissances en placement, est attribuée au manque d'information sur les sociétés de courtage et sur le marché des valeurs mobilières.

Donc « l'éducation » demeure, selon la présidente de l'ICVM, le Dr Roberta Wilton, un des grands défis de l'industrie.

La firme chargée de l'étude a réalisé entre le 21 avril et le 10 juin, un peu plus de 2000 entrevues auprès de trois groupes cibles : des clients actuels (1021), des investisseurs éventuels (778) et d'anciens clients (204).

En effet, selon les résultats rendus publics hier par l'ICVM, 19 clients actuels sur 20 (95 %) ont signalé qu'ils sont très (62 %) ou moyennement (32 %) satisfaits des services de leur courtier principal. Le taux de satisfaction est le même pour les petits investisseurs que pour les propriétaires de portefeuille plus important.

Par contre, l'industrie des valeurs mobilières devra tenir compte de besoins particuliers des investisseurs « éventuels » si elle veut gagner cette clientèle. La ré-

### avis public

**Gouvernement Québec**

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT**  
 (Lois refondues du Québec, chapitre Q-2)

Conformément aux dispositions des articles 27.1 et 114.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement (Lois refondues du Québec, chapitre Q-2), le ministre de l'Environnement et de la Faune donne avis qu'il projette d'émettre une ordonnance à Construction Gely inc. en vue qu'elle prépare et mette en oeuvre un plan de réaménagement de la sablière sise sur les lots 471-P, 472-P et 473-P du cadastre de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, division d'enregistrement de Portneuf.

Copie de l'avis préalable à l'ordonnance projetée est disponible pour consultation par le public à l'hôtel de ville de la municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures, 200, route de Fossambault, à Saint-Augustin-de-Desmaures, jusqu'au 7 octobre 1994.

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE  
**PIERRE PARADIS**

**Québec**

## EN UN CLIN D'OEIL

### Le CRTC doit rendre une décision majeure aujourd'hui

OTTAWA (PC) — Les tarifs du téléphone pourraient être complètement chambardés à la suite d'une décision réglementaire qui doit être annoncée aujourd'hui. Les changements de prix n'entreraient pas en vigueur immédiatement, mais dans les prochaines semaines, les tarifs locaux du téléphone pourraient monter alors que ceux de l'interurbain continueraient de baisser. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes doit annoncer aujourd'hui les conclusions de son réexamen de la réglementation imposée aux entreprises de télécommunications. Or, selon que le CRTC choisira ou non d'aller loin, sa décision pourrait ouvrir le champ à une nouvelle forme de concurrence dans l'industrie des communications.

### Un guichet unique pour l'inspection de produits alimentaires

MONTREAL — Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada et celui des Pêches et des Océans en sont venus à une entente en vue de l'instauration d'un guichet unique en matière d'inspection dans une dizaine d'usines du Québec qui se spécialisent dans la transformation de produits marins et agroalimentaires. Ces différentes usines sont situées principalement dans la région de Montréal.

### 2700 inscriptions au lancement du Mois de la qualité 1994

MONTREAL — Pas moins de 2700 dirigeants d'entreprise et travailleurs sont déjà inscrits à la rencontre du 29 septembre qui marquera le lancement du Mois de la qualité 1994. Les organisateurs s'attendent à ce qu'au moins 1300 autres personnes en fassent autant au cours des prochains jours. Cet événement qui est une initiative du Groupe de concertation sur la qualité se déroulera au Forum et aura pour thème principal « Partenaire dans la réussite ». C'est la première fois au Québec que patrons et syndicats s'associent pour organiser une activité d'envergure traitant du partenariat dans la qualité.

### Résultats de Provigo

MONTREAL (PC) — Provigo inc. a réalisé un bénéfice net de 15,2 millions \$ au cours de son deuxième trimestre clos le 13 août, comparativement à 11,5 millions \$ au cours du trimestre correspondant de l'an dernier. Le résultat de cette année comprend un gain après impôt de 3,2 millions \$ réalisé lors du rachat par International Semi-Tech du placement que détenait Provigo dans cette compagnie. Le bénéfice d'exploitation au Canada s'est établi à 45,4 millions \$ ou 2,62 % des ventes, comparativement à 35,7 millions \$ ou 2,11 % des ventes au cours de la même période l'an dernier. Aux États-Unis, par contre, Provigo continue d'éprouver des difficultés. La perte d'exploitation du dernier trimestre a plus que doublé par rapport à celle du trimestre correspondant de l'an dernier : 7,5 millions \$ US contre 3,6 millions \$ US. Toujours aux États-Unis, les ventes ont diminué de 41 millions \$ US à 154 millions \$ US. Néanmoins, depuis le début du présent exercice, la marge d'exploitation de Provigo inc. s'est améliorée passant de 1,97 % à 2,49 % des ventes.

### Alimentation Couche-Tard peut acquérir Perrette

MONTREAL (PC) — A peine annonçait-elle qu'elle recourrait à la location pour soustraire Perrette des griffes de ses créanciers, Alimentation Couche-Tard recevait la bénédiction de la Cour supérieure pour procéder à l'acquisition du réseau de dépanneurs, ce qu'elle s'est empressée de faire. Dans un communiqué diffusé mercredi, Activedev (Couche-Tard) a annoncé avoir conclu un contrat de location des 86 dépanneurs Perrette et la prise sous sa coupe de l'inventaire de chacun des magasins. La situation financière des Perrette atteignait alors un point critique, les fournisseurs resserrant leurs conditions de crédit et les principaux créanciers garantissant leur impatience, une querelle judiciaire entre Couche-Tard et IGA retardant la conclusion de l'entente. Or, au moment où elle émettait son communiqué, Couche-Tard recevait la décision de la Cour supérieure approuvant la proposition faite par Perrette à ses créanciers. Couche-Tard s'est aussitôt empressée de conclure la transaction d'achat, pièce-maitresse de la proposition, même si Hudon et Deaudelin (IGA) se réservait encore le droit, hier, de porter la décision en appel.

**VILLE DE LEVIS**

**APPEL D'OFFRES**

**TRAVAUX D'AQUEDUC, D'ÉGOUT ET DE VOIRIE**  
**DOMAINE DE L'AUBERVIÈRE**  
**PHASE V - ÉTAPE 1**

Des soumissions seront reçues au bureau de la greffière de la ville de Lévis, 225 côte du Passage, Lévis, jusqu'à 15 h 00 jeudi le 29 septembre 1994 pour des travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur environ 525 mètres linéaires.

Ces soumissions devront être placées dans des enveloppes scellées et porter une inscription indiquant l'objet de la soumission ainsi que le nom du soumissionnaire. Ces dernières seront ouvertes publiquement le même jour, en la salle du conseil de l'hôtel de ville de Lévis, 225 côte du Passage, Lévis, G6V 5T4, à 15 h 05 en présence des intéressés.

Les soumissionnaires pourront se procurer une copie des plans et devis préparés par Gesco inc. au secrétariat de la trésorerie au 2<sup>ème</sup> étage à l'hôtel de ville, à l'adresse ci-haut mentionnée, moyennant un dépôt en argent ou chèque visé de 100,00 \$ non remboursable, T.P.S. et T.V.Q. incluses.

Pour être considérée, toute soumission devra être conforme aux plans et devis, présentée sur les formulaires de soumission fournis avec lesdits plans et devis, et accompagnée des documents requis.

La Ville de Lévis se réserve le droit, avant d'octroyer le contrat, d'augmenter ou de diminuer les quantités.

La Ville de Lévis ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

Lévis le 16 septembre 1994  
**Me Carole Roseberry, avocate**  
 Assistante-greffière

**CORRECTION**

Nous voulons attirer votre attention sur l'erreur suivante qui apparaît dans notre circulaire

**AFFAIRES SPECTACULAIRES**  
 diffusée en septembre 1994.

Page 8.  
**POSTE DE TRAVAIL SOUTHSORE**  
 (N° 22693, 22694, 22695, 22696)

Le prix de 329 \$ ne comprend pas l'étagère telle que décrite. L'étagère est vendue séparément et coûte 70 \$.

Nous regrettons tout inconvénient que ceci aurait pu vous causer.

**BUREAU EN GROS limitée**

**C'EST GRATUIT !**

Téléphonez INFAX et recevez instantanément par télécopieur de l'information dans différents secteurs :  
 Finances, marketing, services conseils, télécommunications, tourisme, etc...

**INFAX : 684-8858**  
 INFAXez-vous, 24 heures sur 24 !

**K CORRECTIONS**

Dans la circulaire de cette semaine, les erreurs suivantes se sont glissées :

Page 10 : Le rabais de 50 % sur les bas-culottes "Secret" ne s'applique pas aux bas à maintien total.

Page 11 : Les prix des tenues de nuit mode s'échelonnent entre 9,86 \$ et 20,22 \$ et non 9,86 \$ seulement.

Nous nous excusons auprès de notre clientèle pour tout inconvénient qui a pu en résulter.

# Le Fonds d'obligations d'État à court terme Altamira.

**UNE NOUVELLE POSSIBILITÉ DE DIVERSIFICATION :**

L'objectif principal visé par le Fonds d'obligations d'État à court terme Altamira est de maximiser le revenu tout en préservant le capital et la liquidité. Le Fonds investit essentiellement dans des titres d'emprunt émis ou garantis par le gouvernement canadien ou américain.

Appelez-nous pour obtenir une trousse d'information GRATUITE sur nos fonds communs de placement des plus performants. Faites le 1 800 361-2354.

La valeur des parts et le rendement des placements du Fonds d'obligations d'État à court terme Altamira varieront. Les fonds communs de placement sont vendus uniquement par voie de prospectus. Le prospectus simplifié contient des renseignements importants que nous vous recommandons de lire attentivement avant de souscrire. Comme tous les autres Fonds communs de placement Altamira, ce fonds est sans commission; seuls des frais d'ouverture uniques de 40 \$ s'appliquent.

**Altamira**

**la Baie**

**CORRECTIONS**

Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter aux cahiers **JOURS LA BAIE** et **SUPERSOLDE DU SAMEDI** publiés par la Baie les 13 et 16 septembre 1994.

**JOURS LA BAIE :**

Page 26. Article 1. Retard de livraison. Bon d'achat différé offert.

Page 26. Article 2. Retard de livraison. Bon d'achat différé ou substitut offert.

Page 29. Article 3. Le prix aurait dû se lire 39,99 \$.

Page 30. Article 3. Non offert. Un substitut est offert au même prix.

Page 37. Article 7. Décodex non compris.

Page 46. Article 7. Le motif illustré n'est pas offert.

**SUPERSOLDE DU SAMEDI :**

Page 2. Les bijoux mode à 50 % de rabais sont une liquidation du fabricant et non un soldé d'une journée. Les articles sont étiquetés au prix de soldé.

Notre clientèle voudra bien excuser ces erreurs et contretemps.

## L'ÉCONOMIE

DOLLAR

73,98 c US

+0,07

OR

388,20 \$ US

-0,90"

ARGENT

7,338 \$

-0,066

LE SOLEIL

## Comparaison des prix

Variations, d'une année à l'autre, de l'indice des prix à la consommation en pourcentage.

	août	juillet
SAINT-JEAN, T.-N.	1,1	1,1
CHARLOTTETOWN	-0,7	-0,8
HALIFAX	1,3	1,2
SAINT-JEAN, N.-B.	0,6	0,7
QUÉBEC	-0,9	-1,1
MONTREAL	-1,3	-1,5
OTTAWA	0,3	0,3
TORONTO	0,1	0,0
WINNIPEG	1,3	1,5
REGINA	1,8	2,0
SASKATOON	1,6	1,5
EDMONTON	1,8	1,6
CALGARY	1,4	1,2
VANCOUVER	1,8	2,0
VICTORIA	2,1	2,3

Source: Statistique Canada (PC/LE SOLEIL)

## Le taux d'inflation reste à 0,2 %

OTTAWA (PC) — Le taux annualisé de l'inflation s'établissait à 0,2 %, en août, soit le même qu'au mois de juillet.

Selon Statistique Canada, la croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation est demeurée à 0,2 % — à l'exception d'une baisse de 0,2 % en mai et d'un gel en juin — depuis février dernier, alors que les taxes sur le tabac avaient été fortement abaissées par les deux paliers de gouvernement.

En excluant l'impact qu'a eu la baisse très significative du prix des cigarettes, le taux annualisé de l'inflation aurait été de 1,6 %, en août, soit le même que le mois précédent, de souligner l'agence gouvernementale.

Pour un septième mois consécutif, les coûts plus élevés du transport ont mené la charge, le consommateur ayant dû payer plus en août pour les nouvelles voitures, l'assurance automobile et le transport aérien.

Les prix dans tous les secteurs des biens et services ont grimpé en août, comparativement au mois correspondant de 1993, à l'exception toujours des produits du tabac.

Selon Statistique Canada, la réduction des taxes sur le tabac continuera d'affecter le taux d'inflation jusqu'au printemps, c'est-à-dire tant et aussi longtemps qu'une période de 12 mois n'aura pas été complétée.

Chiffrées d'un mois sur l'autre, les données du mois d'août permettent de constater que le consommateur a payé les biens et services 0,1 % plus cher qu'en juillet, alors que la hausse mensuelle de juin à juillet s'établissait à 0,4 %.

Le coût du logement était en hausse de 0,1 %, en août, alors qu'il avait augmenté de 0,2 % en juillet.

« Les propriétaires ont dû faire face à des taux d'intérêt hypothécaires plus élevés, soit des hausses moyennes de 0,8 %. Ce sont les hausses mensuelles les plus élevées des quatre dernières années », soutient Statistique Canada. Toutefois, le mois prochain, cette donnée devrait repartir à la baisse puisque plusieurs institutions ont abaissé leurs taux il y a quelques jours.

Le taux annuel d'inflation est calculé à partir d'un regroupement de biens et services dont le coût s'établissait à 100 \$, en 1986. En août, les mêmes biens et services coûtaient 130,80 \$.

Au passage, notons que le taux d'inflation, en août, a été négatif dans trois des principales villes canadiennes. Ainsi, on a noté, d'une année à l'autre, des baisses de 0,8 % à Charlottetown, de 0,9 % à Québec et de 1,3 % à Montréal. À l'inverse, c'est à Victoria, en Colombie-Britannique, que le taux d'inflation a le plus progressé d'une année à l'autre, soit de 2,1 %.

## Les Américains entament une nouvelle procédure

## Bois d'oeuvre : la contestation reprend

QUÉBEC — Le remboursement des droits compensateurs sur le bois d'oeuvre canadien perçus illégalement par les États-Unis vient d'être retardé de nouveau par de nouvelles procédures intentées par la coalition américaine pour des importations équitables.

par HÉLÈNE BARIL  
LE SOLEIL

La coalition conteste maintenant la constitutionnalité du mécanisme canado-américain de règlements différenciés, a fait savoir hier le président-directeur général de l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec, M. Gaston Déry.

Les Américains doivent rembourser 800 millions \$ aux producteurs de bois d'oeuvre canadiens, dont 125 millions \$ à ceux du Québec. Une petite partie de cet argent a déjà été remboursée mais le reste — 100 millions \$ pour les producteurs québécois — risque d'être retardé indéfiniment en raison de ce dernier recours, a expliqué M. Déry.

En attendant, les scieurs ne restent pas oisifs. L'industrie se dirige vers une année record de production, qui dépassera les 5 milliards de PMP (pieds mesure de planche) et des investissements totalisant 100 millions \$ ont été annoncés ou sont en voie d'être réalisés cette année.

Ceux qui pensent que cet ar-

gent va servir à acheter des condos en Floride se trompent, a dit M. Déry. Ce sont de nouvelles installations et la modernisation de capacités existantes qui constituent l'essentiel de ces investissements.

En outre, selon M. Déry, la capacité de séchage des scieries québécoises s'est accrue de 25 % depuis un peu plus d'un an, ce qui leur ouvre de nouveaux marchés et leur permet d'obtenir de meilleurs prix.

Les prix du bois d'oeuvre sont soumis à la loi de l'offre et la demande et fluctuent énormément. Ainsi, il arrive fréquemment que le prix du bois vert soit plus élevé que celui du bois sec, a expliqué pour sa part M. André Gauthier, président de Matériaux Blanchet et également président du conseil d'administration de l'AMBSQ. Règle générale, le prix du bois sec est de 30 \$ supérieur au bois vert pour 1000 PMP et le séchage coûte environ 20 \$.

La production accrue de bois sec donnera aussi aux producteurs québécois un accès au mar-



L'Association des manufacturiers de bois sciage a remis officiellement sa contribution de 1,5 million \$ à la construction du Centre de recherche Forintek à Québec. De gauche à droite, MM. Sam McIntosh et Ian de la Roche, de Forintek, avec André Gauthier et Gaston Déry, de l'AMBSQ.

ché européen. La Communauté économique européenne a interdit l'importation de bois vert après la découverte d'un parasite, le nématode, dans des lots de bois canadien.

Étant donné la vigueur de la demande américaine, les exportations vers l'Europe ont diminué pour représenter moins de 5 % des exportations totales des scieries québécoises.

## Mais elles ne disposent que de cinq ans pour l'occuper

## Les PME québécoises ont leur place sur le marché mondial de l'environnement

SAINTE-FOY — Les PME québécoises sont en bonne situation pour profiter de l'explosion du marché mondial des produits et services liés à la protection de l'environnement, mais n'ont guère plus de cinq ans pour imposer les innovations technologiques qu'elles doivent développer.

par LOUIS TANGUY  
LE SOLEIL

C'est l'essentiel du message qu'a livré hier le Dr Christian Roy, professeur au département de génie chimique à l'université Laval et président de Pyrovac, aux membres de la section de Québec de la Chambre de commerce italienne au Canada.

Le marché mondial devrait atteindre, en 1997, 425 milliards \$, dit-il. Il atteint déjà les 9 milliards \$ au seul chapitre des déchets dans les pays de l'OCDE et il augmentera dans une proportion variant entre 50 et 100 % par année, selon les pays.

Au Canada, l'activité économique liée à l'environnement était évaluée à 11 milliards \$ en 1994, un chiffre qui devrait doubler d'ici l'an 2000. Il est donc urgent pour les entreprises québécoises de développer des solutions environnementales qu'elles pourront exporter.

Commentant par exemple les activités de la firme Pyrovac dont il est le président, M. Roy a déclaré en marge de sa présentation, qu'il constate avec amertume que le secteur manufacturier au Québec ne jouit pas jusqu'à maintenant des retombées de l'exportation de ses technologies développées à partir des principes de la pyrolyse sous vide.

Faute de capital de risque ici, dit-il, il a été forcé de procéder par des licences pour que les applications de la technologie soient adoptées par des entreprises en Belgique, en France, aux Pays-Bas, aux États-Unis, et bientôt en Italie.

Pour en arriver là, dit-il, il a cependant fallu dépenser 7 millions \$ en R&D sur une période de 12 ans.



La section de Québec de la Chambre de commerce italienne au Canada, représentée par la responsable de l'événement, Mme Tatiana Carubelli, recevait hier M. Ferdinando Anguissola de Fiera Milano lors de la conférence prononcée par le Dr Christian Roy de l'université Laval.

## Mission économique

La chambre italienne recevait comme invité d'honneur, hier en marge du Salon R&D 94, M. Ferdinando Anguissola, assistant du directeur général de la grande fo-

ire italienne Fiera Milano, et a fait savoir que, du 1er au 9 octobre, la région de Québec recevra la visite de 18 représentants d'entreprises de la région de Gênes spécialisées dans les secteurs de la haute tech-

nologie et de l'agroalimentaire.

Cette mission économique se fera avec la participation d'une quarantaine de chefs d'entreprises de la région.

## Prévisions optimistes de la SCHL

MONTREAL (PC) — Après un ralentissement prévu au second semestre de 1994, le marché de l'habitation au Québec reprendra sa progression en 1995. Au total, 35 200 unités seront mises en chantier en 1994, une hausse de 4 %, comparativement à l'année 1993.

Par contre, 1995 annoncera une reprise plus solide, puisqu'une augmentation de 9 % des mises en chantier est prévue, pour un total de 38 500 unités.

De la même manière, le marché de la revente n'échappera pas à cette tendance. En effet, la forte croissance des ventes du premier semestre décélérera au cours des

prochains mois, pour ainsi clore l'année avec un total de 33 800 transactions SIA/MLS, une hausse de 6 % sur l'année 1993. Pour 1995, le marché de la revente nous réserve une progression de 4 % des ventes, pour un total de 35 000 unités.

Ces principales prévisions et l'analyse de l'évolution du marché de l'habitation au Québec sont tirées du dernier rapport « Perspec-

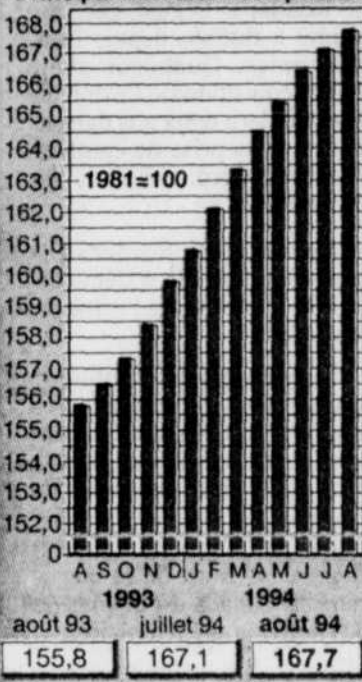
tives nationales du marché de l'habitation, troisième trimestre 1994 », une publication de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Selon Mario Vachon, économiste régional à la SCHL, « la raison du ralentissement de la reprise amorcée en ce début d'année provient essentiellement des hausses répétitives des taux d'intérêt hypothécaires ».

Pour l'ensemble du Canada, le volume national des mises en chantier augmentera de 3 % à 159 400 logements en 1995, à la suite d'un léger recul de 0,5 % cette année (154 600 unités).

## Indicateur principal

Principal indicateur composite



Source: Statistique Canada (PC/LE SOLEIL)

## L'économie croît à un rythme modéré

OTTAWA (PC) — Selon la mesure la plus utilisée par Statistique Canada pour prévoir, la situation économique canadienne a continué de croître, mais à un rythme modéré.

L'agence gouvernementale a rapporté hier qu'au mois d'août, l'indice composite avancé enregistre une hausse de 0,4 %, soit le même niveau que les deux mois précédents.

La demande auprès des entreprises a continué d'être particulièrement vigoureuse. Les nouvelles commandes de biens durables auprès des fabricants ont enregistré une dixième hausse d'affilée, surtout en raison de la forte demande d'exportations.

Toutefois, d'autres composantes freinent la croissance. Les ventes de maisons, de meubles et d'articles ménagers n'étaient pas aussi bonnes que l'hiver dernier. L'enthousiasme des ménages s'est estompé cet été à cause de la hausse des taux d'intérêt, car ils doivent emprunter pour ce genre d'achats.

Statistique Canada souligne par ailleurs que l'économie américaine donne des signes de ralentissement, ce qui soulève des doutes quant à la poursuite du rythme impétueux de nos exportations vers les États-Unis.

3e ALBUM DE BAPTISTE

LE MONDE DE BAPTISTE

D'ANDRÉ-PHILIPPE CÔTÉ

EDITIONS FALARDEAU



BAPTISTE PARAÎT TOUS LES DIMANCHES DANS

LE SOLEIL

16 pages couleur  
Prix : 9<sup>95</sup>

